



Madame, Monsieur,

Je vous écris pour vous faire part de ma colère. La colère sincère d'un élu de terrain passionné par son territoire, celui où j'ai grandi, celui où nous vivons, la Seine-Saint-Denis.

Le gouvernement a annoncé mercredi 20 septembre une série de mesures qui portent de graves atteintes au logement social et qui auront des **conséquences très concrètes** pour chacun d'entre vous.

L'objectif du gouvernement est de réaliser des économies sur le montant que l'État dépense pour l'Aide Personnalisée au Logement (APL) que touchent environ 50% des locataires de Seine-Saint-Denis habitat. La baisse des APL au 1^{er} janvier 2018 serait de 60 euros. Afin que cette baisse ne touche pas directement votre « porte-monnaie », le gouvernement va imposer à tous les bailleurs sociaux une baisse des loyers d'un montant équivalent.

Vous ne gagnerez pas un euro et pourtant, vous perdrez beaucoup !

Pourquoi vous alerter si rien ne change pour vous ? Parce que 60 euros par mois de baisse de loyer représente pour Seine-Saint-Denis habitat 9,5 millions d'euros par an soit **la totalité des sommes que nous pouvons investir chaque année dans la rénovation urbaine, les réhabilitations et les gros travaux dans vos résidences.**

Cette somme représente un mois de loyer pour chaque locataire de notre Office qui sera consacrée chaque année à équilibrer le budget de l'État.

La majorité des bailleurs sociaux de France seront à la limite de la banqueroute après ce plan d'austérité d'une ampleur sans précédent dans le logement social. Vous ne gagnerez pas un euro dans cette réforme mais nous perdrons tous une chance historique de poursuivre la transformation de la Seine-Saint-Denis.

Concrètement, c'est une remise en cause fondamentale du Nouveau Plan de Rénovation Urbaine (NPNRU).

Faute de ressources, les 1 518 constructions, les 1 731 réhabilitations et les 1 261 démolitions prévues par Seine-Saint-Denis habitat ne verront probablement jamais le jour ! Il faudrait pour cela que Seine-Saint-Denis habitat investisse 86 millions d'euros de fonds propres dans les 8 années à venir et c'est exactement la somme que nous n'aurons pas du fait de la baisse des APL et des loyers. Ce sont donc avec les subventions et les emprunts, 350 millions d'euros de travaux en moins pour vos cités.

Concrètement, c'est une diminution importante des travaux d'entretien.

L'abandon des constructions et réhabilitations ne suffisant pas, l'Office devra revoir à la baisse sa politique d'entretien alors même que vous nous demandez régulièrement de la renforcer.

Je suis consterné par les choix du gouvernement.

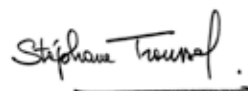
Il ne sera rien demandé aux propriétaires privés qui pratiquent des loyers parfois exorbitants en hausse constante depuis 10 ans. Ni baisse ni encadrement des loyers. C'est seulement sur les plus modestes logés dans le parc social que seront trouvées les économies nécessaires au désengagement de l'État et au maintien des aides fiscales aux plus riches.

Je suis déterminé à me battre. Je veux bâtir avec vous un département ouvert dans une France qui se replie trop souvent sur elle-même. Je veux construire un département dynamique et exemplaire qui garantira le meilleur à nos enfants. Je veux pour nous tous un département sûr, au cadre de vie agréable et durable. C'est ce visage que la Seine-Saint-Denis doit présenter au monde lors des Jeux Olympiques de 2024.

Je me battraï dans les mois à venir pour que le gouvernement renonce à ce projet qui ne vous fera pas gagner un euro mais qui cassera l'élan que nous avons su créer.

Vous pouvez compter sur moi. Je compte sur vous.

Cordialement.



Stéphane TROUSSEL
Président du Conseil départemental
Président de Seine-Saint-Denis habitat